

Repenser notre sécurité

Les attentats de Madrid démontrent l'échec de la lutte contre le terrorisme.

Bernard Adam, vous êtes directeur du GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. Ces attentats à Madrid désignent-ils toute l'Europe comme la cible prioritaire d'Al Qaïda ?

Je pense que cette vision est excessive. Le 11 mars 2004 restera comme un 11 septembre sur le plan quantitatif, par le nombre élevé de victimes. Mais auparavant, tous les pays européens ont déjà subi une série d'attentats plus modestes. Depuis deux ans et demi, on a décrété une lutte mondiale contre le terrorisme ; on croyait avoir fait des progrès dans ce domaine. Or, on se trompe : cette lutte mondiale me fait penser à la ligne Maginot ou à la muraille de Chine : elle n'a jamais empêché les invasions barbares ! La menace finit toujours par passer ; il faut donc utiliser d'autres moyens.

On aurait mal identifié les cibles et les méthodes ?

Question de conception globale. Le débat est confisqué par les États-Unis qui ont décidé d'utiliser les moyens militaires. Ils sont venus avec un rouleau compresseur pour simplement écraser les problèmes : ce furent l'invasion de l'Afghanistan puis l'intervention en Irak. Ces deux actions n'ont pas, loin s'en faut, éradiqué le terrorisme ! Ben Laden et ses partisans n'ont jamais été capturés. La guerre en Irak a coûté 70 milliards de \$ pour arriver aujourd'hui au débat sur la manipulation et les soupçons de tromperie autour des armes de destruction

massive. L'argument de Bush, visant à tout lier, a créé un front musulman au nom de la solidarité. On est tombé dans le panneau de ceux qui, précisément, veulent créer le chaos.

Espagne hier, Angleterre et Italie demain pour leur soutien à Bush, France pour la loi sur la laïcité et le port du voile, comment l'Europe doit-elle se définir ?

On a adopté en décembre dernier le concept stratégique européen. Il fait la moyenne entre les positions atlantistes des Espagnols, des Britanniques et des Italiens, alignés sur l'Amérique, et la vision, plus sensée, de la France et de l'Allemagne. Il faut une approche plus chirurgicale, homéopathique du problème, voir quelles sont les motivations, les méthodes des groupes terroristes, avec un renforcement policier et judiciaire, lutter contre les financements, améliorer le renseignement. Et puis, il faut absolument une coopération multilatérale. Les Américains ont cru trop longtemps pouvoir contrecarrer le terrorisme avec quelques alliés privilégiés. Or, il faut coopérer avec les régimes dangereux, Syrie, Iran, Corée du Nord, dans un souci d'efficacité. À plus long terme, si on s'imagine encore que le terrorisme est simplement l'ennemi public N°1, c'est un peu court. Passé l'émotion, il s'agit de décortiquer le schéma mental de ces gens qui, on est bien d'accord, utilisent des moyens effroyables. On ne fera pas non plus l'économie d'un inventaire des conflits non résolus. En tête de l'agenda, surgit inévitablement le conflit israélo-arabe car il alimente toute une série de solidarités autour d'une cause très emblématique.

Il faut bien connaître son ennemi pour mieux le vaincre : cette condition-là manquerait actuellement ?

Exactement. Pour corriger le tir, il faut passer par un dialogue politique, ce qui ne signifie pas accepter leurs exigences, puis

connaître le terreau de leurs revendications pour les désamorcer.

New York, Bali, Casablanca, fallait-il Madrid pour que l'Europe s'unisse enfin par elle-même face aux poseurs de bombes ?

Les Quinze ont adopté un plan d'action après le 11 septembre. Mais sa mise en route prend un temps fou. On déplore depuis des lustres cette incapacité européenne de s'entendre sur une politique extérieure commune. Le noyau

dur – France, Allemagne, Belgique – pour une politique différente va s'élargir à l'Espagne, à l'Italie, et même à la Pologne qui, toutes, ont des troupes en Irak. L'Europe doit avoir une voix cohérente dans le règlement des conflits. N'oublions pas que nous sommes tout à fait vulnérables parce qu'il y a des problèmes ailleurs. Il faut les régler pour être en sécurité vu la mondialisation des conflits.

●Propos recueillis par Bernard Meeus.

L'enquête n'a jamais eu de doutes

ETA ou Al Qaïda ? On sait maintenant que dès les toutes premières heures, l'enquête a suivi la piste du terrorisme islamiste.

D'abord, une évidence : le *modus operandi* de ces attentats n'est pas celui qu'adopte l'ETA depuis des dizaines d'années. En revanche, le scénario de violence aveugle ressemble bien davantage à celui adopté par Al Qaïda aux États-Unis, mais aussi dans l'attentat contre l'ambassade britannique en Turquie, ou à Bali, où une bombe télécommandée par téléphone portable avait fait 200 morts. Des éléments matériels sont aussi apportés. Jeudi matin, une fourgonnette Renault est découverte abandonnée au point de départ des trains de banlieue visés par les attentats. On y trouve des détonateurs ainsi qu'une cassette contenant des versets du Coran. Sur le sol de la fourgonnette, on retrouve des traces d'explosif. À ce moment, certains enquêteurs pensent qu'il peut s'agir d'une mise en scène de l'ETA.

Sauf que l'on étudie les détonateurs : ils sont en cuivre. Or, les artificiers de l'ETA ont toujours utilisé des détonateurs en aluminium.

L'explosif ? On a pu analyser les charges non explosées.

Contrairement à ce que les autorités espagnoles annoncent très vite officiellement, il ne s'agit pas de la dynamite utilisée ces dernières années par l'ETA, originaire de France, mais de « Goma-2-eco », un explosif fabriqué en Espagne.

La radio « Cadena Ser » affirme par ailleurs que les enquêteurs ont entendu des témoins à Alcana de Henares, la gare de départ des trains martyrs, ont vu de jeunes Arabes sortir précipitamment des trains au moment de la fermeture des portes, et partir en courant. Rappelons que dans un message diffusé le 18 octobre dernier, Ben Laden désignait l'Espagne, aux côtés de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Pologne, comme les prochaines cibles d'Al Qaïda. Par ailleurs, il est prouvé que l'Espagne avait servi de base logistique pour la préparation des attentats du 11 septembre 2001.

Samedi, cinq personnes, trois Marocains et deux Indiens, ont été interpellées. C'est la puce électronique de l'un des téléphones portables trouvé dans un des sacs à dos qui n'a pas explosé qui a mis la police sur la trace de ces individus. On a établi qu'au moins l'un de ces Marocains a des liens avec les extrémistes marocains d'Al Qaïda responsables de l'attentat de Casablanca.

●J.-M.V.